Annexe Communication

**FSMA\_2017\_03-4 du 1/02/2017**

Questionnaire administrateurs et dirigeants effectifs

Champ d'application:

Entreprises qui fournissent des services de financement alternatif en Belgique

La loi Belge sur le crowdfunding[[1]](#footnote-1) stipule que les membres de l’organe légal d’administration et les dirigeants effectifs d’une (candidate) plateforme de financement alternatif (« PFA ») doivent disposer en permanence de l'honorabilité professionnelle nécessaire et de l'expertise adéquate à l'exercice de leur fonction. Afin de permettre à la FSMA d’évaluer si c’est le cas, ces personnes doivent remplir le présent formulaire.

Les données à caractère personnel transmises par le biais du présent formulaire et de ses éventuelles annexes seront traitées par l'Autorité des services et marchés financiers (la FSMA), sise rue du Congrès 12-14, à 1000 Bruxelles, conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l’égard des traitements de données à caractère personnel.

La FSMA traite ces données aux fins du contrôle du respect de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l’encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances. Elle peut aussi traiter ces données dans le cadre de ses autres missions légales de contrôle définies à l’article 45 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Certaines données seront reprises dans le registre public tenu par la FSMA et diffusé via son site web.

Les données traitées pourront éventuellement être transmises à des tiers dans les conditions prévues aux articles 74 et 75 de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Conformément aux articles 10 et 12 de la loi du 8 décembre 1992 susmentionnée et aux dispositions de l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant exécution de l’article 3, § 5, 3°, de la loi du 8 décembre 1992 en ce qui concerne la FSMA, vous disposez sous certaines conditions d’un droit d’accès et de rectification de vos données à caractère personnel.

**VEUILLEZ COMPLETER LE PRESENT QUESTIONNAIRE ELECTRONIQUEMENT**

Le présent formulaire est introduit dans le cadre :

[ ] d’une demande d’agrément

[ ]  d’une modification de la direction d’une PFA agréée

[ ]  Je m’engage à fournir des données complètes et conformes à la vérité. Je suis conscient que la non-communication ou la falsification d'informations pertinentes peut entraîner le refus ou le retrait de l’agrément de la PFA.

1. **Identification de l’établissement pour lequel la candidature est présentée**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom de l’établissement  |  |

1. **Identification du candidat**

|  |  |
| --- | --- |
| Nom |  |
| Prénom(s) |  |
| Date et lieu de naissance |  |
| Nationalité |  |
| Domicile  |  |
| Résidence (si diffère du domicile) |  |
| N° de tél./GSM (professionnel) |  |
| Adresse e-mail (professionnelle) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Date proposée pour la prise d’effetde la nomination |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Date d’expiration du mandat |  |

1. **Informations relatives à l’expérience du candidat**

|  |
| --- |
| 3.1. Etudes, en commençant par les dernières |
| Nom de l’établissement | Date de début | Date de fin | Diplôme obtenu |
| Mois | Année | Mois | Année |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| 3.2. Expérience professionnelle au sein d’entreprises du secteur financier au cours des huit dernières années.  |
| Nom et domaine d’activité de l’entreprise | Description de la fonction exercée  | Date de début | Date de fin |
| Mois | Année | Mois | Année |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| 3.3. Expérience d’administration de sociétés au cours des huit dernières années.  |
| Nom et domaine d’activité de l’entreprise | Mandat impliquant ou non une participation à la gestion courante | Date de début | Date de fin |
| Mois | Année | Mois | Année |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| 3.4. Autres expériences professionnelles au cours des huit dernières années.  |
| Nom et domaine d’activité de l’entreprise | Description de la fonction exercée  | Date de début | Date de fin |
| Mois | Année | Mois | Année |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| 3.5. Veuillez indiquer les raisons de votre départ des entreprises mentionnées ainsi que l’existence, le cas échéant, d’une clause de non-concurrence dans votre contrat ou de tout autre engagement vous liant au titre de fonctions précédemment exercées. |
|  |

|  |
| --- |
| 3.6. Quelle fonction exercerez-vous au sein de l’établissement pour lequel votre candidature est présentée, et quelles tâches relèveront plus spécifiquement à ce titre de vos responsabilités ? |
|  |

|  |
| --- |
| 3.7. Dans le tableau ci-après doivent être mentionnées les coordonnées d’au moins deux personnes de référence. L'une d'entre elles devrait si possible représenter un employeur précédent.  |
|   | 1 | 2 |
| Nom et prénom |  |  |
| Adresse |  |  |
| Téléphone/GSM |  |  |
| Qualité |  |  |
| *En mentionnant ces personnes, vous autorisez expressément la FSMA à prendre contact avec elles, après vous en avoir préalablement informé*. |

1. **Informations relatives à l’honorabilité du candidat**

4.0. Veuillez biffer les paragraphes ci-dessous s’ils ne sont pas d’application.

 a. Le candidat a d’ores et déjà communiqué à la FSMA les informations demandées au présent chapitre 4 en lui adressant un formulaire identique ou analogue ([[2]](#footnote-2)) :

* en vue de l’exercice de fonctions de dirigeant effectif / d’administrateur non exécutif / de représentant d’un administrateur personne morale (biffer la mention inutile)

de (dénomination de l’établissement concerné) :……………………..……………………… ……………….………………………………………………………………………………..………...........................………………….………………………………………………………………………………..………...........................…………………...……………………………………………………………………………..., qui est une entreprise liée de l’établissement concerné par le présent formulaire,

* ce formulaire antérieur est daté du ………………………………………………………….......................

 Aucune modification n’étant à apporter à ces informations antérieures, le candidat déclare s’y référer en réponse aux demandes d’informations contenues au présent chapitre.

1. Le candidat déclare avoir d’ores et déjà communiqué à la FSMA un extrait du casier judiciaire (ou un document équivalent émis par une autorité étrangère), en annexe à un formulaire identique ou analogue antérieurement transmis
* en vue de l’exercice de fonctions de dirigeant effectif / d’administrateur non exécutif / de représentant d’un administrateur personne morale (biffer la mention inutile)

de (dénomination de l’établissement concerné) :………………………………..…………... ……………….………………………………………………………………………………..………...........................………………….………………………………………………………………………………..………...........................…………………...……………………………………………………………………………..., qui est une entreprise liée de l’établissement concerné par le présent formulaire,

* ce formulaire antérieur est daté du ………………………………………………………….......................

N’ayant encouru depuis lors aucune condamnation pénale définitive, le candidat confirme que ce précédent extrait du casier judiciaire (ou document équivalent émis par une autorité étrangère) demeure valide. Il est dès lors dispensé de la production d’un extrait plus récent en annexe du présent formulaire.

4.1. Avez-vous été condamné ou une enquête a-t-elle, à votre connaissance, été ouverte à votre encontre pour une des infractions visées à l’article 20 de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, ou pour une infraction similaire à l’étranger ?

**Non**

[ ] Dans l’affirmative, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires.

4.2. a. Avez-vous déjà été considéré ou déclaré par une autorité de contrôle prudentiel  comme ne disposant pas de l’honorabilité professionnelle nécessaire ou de l’expertise adéquate pour exercer des fonctions d’administrateur ou de dirigeant effectif d’un établissement sous statut de contrôle prudentiel ?

**Non**

[ ] **Non**

[ ]  b. Avez-vous connaissance de faits qui vous auraient été ou vous seraient reprochés par une autorité de contrôle prudentiel ?

 c. Avez-vous fait l’objet d’une sanction administrative ou disciplinaire ou d’une mesure administrative équivalente dans le cadre de vos activités professionnelles, ou d’une mesure de suspension ou d’exclusion d’une organisation professionnelle ? A votre connaissance, une telle procédure est-elle en cours à votre encontre ?

**Non**

[ ] **Non**

[ ]  d. Avez-vous fait l’objet d’un licenciement pour faute grave, ou d’une rupture pour faute grave d’un contrat d’agent délégué ou de tout autre contrat en exécution duquel vous exerciez une activité professionnelle à titre d’indépendant ?

 En cas de réponse affirmative à l’une de ces questions, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires.

4.3. Une société dont vous êtes ou étiez administrateur, gérant ou dirigeant effectif, ou dans laquelle vous détenez ou déteniez des intérêts significatifs ([[3]](#footnote-3)), a-t-elle fait l’objet d’une condamnation pénale, d’une sanction administrative ou disciplinaire ou d’une mesure administrative équivalente, ou d’une mesure de suspension ou d’exclusion d’une organisation professionnelle ? A votre connaissance, une telle procédure est-elle en cours à l’encontre d’une société dont vous êtes dirigeant effectif ou dans laquelle vous détenez des intérêts significatifs ?

**Non**

[ ]  Dans l’affirmative, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

4.4. Une société dont vous êtes ou étiez administrateur, gérant ou dirigeant effectif, ou dans laquelle vous détenez ou déteniez des intérêts significatifs, a-t-elle fait l’objet d’un refus ou d’un retrait d’agrément ?

**Non**

[ ]  Dans l’affirmative, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

4.5. a. Avez-vous pris ou envisagez-vous de prendre part à un arrangement ou à une transaction dans un litige avec des tiers ayant pour objet une infraction à la législation financière ou aux législations sur les assurances ?

**Non**

[ ]  b. Une société dont vous êtes ou étiez administrateur, gérant ou dirigeant effectif, ou dans laquelle vous détenez ou déteniez des intérêts significatifs, a-t-elle pris ou envisage-t-elle de prendre part à un arrangement ou à une transaction dans un litige avec des tiers ayant pour objet une infraction à la législation financière ou aux législations sur les assurances ?

**Non**

[ ]  En cas de réponse affirmative à l’une de ces questions, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Le cas échéant, veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

**Non**

[ ] 4.6. a. Avez-vous pris ou envisagez-vous de prendre part à un arrangement à l’amiable ou à une procédure judiciaire ayant pour objet un aménagement et/ou un apurement de dettes qui vous sont personnelles ?

 b. Avez-vous pris ou envisagez-vous de prendre part à un arrangement à l’amiable ou à une procédure judiciaire ayant pour objet un aménagement et/ou un apurement de dettes d’une société dont vous êtes ou étiez dirigeant effectif, ou dans laquelle vous détenez ou déteniez des intérêts significatifs ?

**Non**

[ ]  En cas de réponse affirmative à l’une de ces questions, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Le cas échéant, veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

4.7. Une société dont vous étiez administrateur, gérant ou dirigeant effectif, ou dans laquelle vous déteniez des intérêts significatifs, a-t-elle été déclarée en faillite ? A votre connaissance, une telle procédure est-elle en cours à l’égard d’une société dont vous êtes dirigeant effectif ou dans laquelle vous détenez des intérêts significatifs ?

**Non**

[ ]  Dans l’affirmative, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

* 1. Une société dont vous êtes ou étiez administrateur, gérant ou dirigeant effectif, ou dans laquelle vous détenez ou déteniez des intérêts significatifs, a-t-elle fait l’objet d’un refus des auditeurs externes (réviseur(s) d’entreprises, commissaires aux comptes,…) de certifier les comptes ?

**Non**

[ ]  Dans l’affirmative, veuillez apporter ci-dessous les précisions nécessaires. Veuillez également identifier précisément la société concernée et indiquer son numéro d’entreprise ou, à défaut, son numéro national.

1. **Autres informations relatives au candidat**

|  |
| --- |
| **Veuillez répondre aux questions suivantes en cochant les cases OUI ou NON. Vos réponses doivent porter sur des éléments vous concernant aussi bien en Belgique qu’à l’étranger. En cas de réponse affirmative, vous êtes invité à fournir toutes les précisions utiles dans une annexe distincte.** |
| 5.1 | Parallèlement aux fonctions faisant l’objet du présent formulaire, est-il prévu que vous continuiez ou commenciez à exercer d’autres activités professionnelles, en quelque qualité que ce soit (employé, indépendant,…) ? | **Oui**[ ]  | **Non**[ ]  |
| 5.2. | Avez-vous l’intention d’effectuer avec l’établissement des opérations personnelles pour compte propre, soit vous-même, soit en recourant à un intermédiaire ? | **Oui**[ ]  | **Non**[ ]  |
| 5.3. | Etes-vous investi d'un ou de plusieurs mandats de gestion portant sur des avoirs ou des comptes de personnes tierces, y compris des membres de votre famille, soit à titre personnel, soit par le biais d'une société de droit belge ou étranger ? | **Oui**[ ]  | **Non**[ ]  |

1. **Communications complémentaires**

 Estimez-vous devoir communiquer d’autres informations qui seraient utiles pour l’appréciation de votre candidature comme administrateur/dirigeant effectif ?

**Non**

[ ] Dans l’affirmative, veuillez les formuler ci-dessous.

1. **Annexes**

Veuillez identifier les annexes éventuelles que vous joignez au présent formulaire, indiquer le nombre de pages que comporte chacune d’entre elles, ainsi que le numéro des questions ci-dessus auxquelles elles se rapportent.

|  |  |
| --- | --- |
| Annexe | Question |
|  |  |
|  |  |

1. **Déclaration du candidat administrateur ou dirigeant effectif**

« Je soussigné …………………………………………………..(nom et prénom(s) du candidat) certifie l’exactitude des réponses aux questions posées ci-dessus et m’engage à tenir la FSMA immédiatement informée de toute modification éventuelle relative à l'une ou plusieurs des réponses à ces questions. En ce qui concerne ces questions, je prends par ailleurs acte du fait que la communication à la FSMA d’informations erronées est susceptible d’avoir une incidence négative quant à son appréciation de ma candidature ou, ultérieurement, des qualités requises dans mon chef pour l’exercice des fonctions d’administrateur/dirigeant effectif qui me seront confiées.  ».

Date et signature du candidat

1. **Déclaration du président de l’organe légal d'administration ou du président du comité de direction de l’entreprise concernée**

« En ma qualité :

* de président de l’organe légal d'administration
* de président du comité de direction

je soussigné ……………………………………………………………………………….(nom et prénom(s)) déclare, après avoir procédé aux vérifications d’usage, que les informations communiquées par ………………………………………………………………………….(nom et prénom(s) du candidat) à la FSMA dans le cadre du présent formulaire sont à ma connaissance exactes. Je m’engage à porter immédiatement à la connaissance de la FSMA les changements des éléments contenus dans ce formulaire dont j’aurais connaissance et qui seraient susceptibles d’avoir une incidence quant à l’appréciation par la FSMA de l’honorabilité professionnelle et/ou de l’expérience adéquate du candidat. ».

Date, titre et signature

1. Article 10 de la loi du 18 décembre 2016 organisant la reconnaissance et l’encadrement du crowdfunding et portant des dispositions diverses en matière de finances [↑](#footnote-ref-1)
2. A savoir un questionnaire en vue de l’exercice de fonctions de dirigeant effectif dans le cadre duquel les réponses aux questions 4.1. à 4.8. ont été fournies, ou un questionnaire en vue de l’exercice de fonctions d’administrateur non exécutif dans le cadre duquel les réponses ont été fournies aux questions 5.1. à 5.3. relatives à l’honorabilité du candidat administrateur personne physique ou de la personne physique représentant un administrateur personne morale. [↑](#footnote-ref-2)
3. Participation égale ou supérieure à 10 %. [↑](#footnote-ref-3)